



Donner les moyens d'agir aux acteurs locaux : élaborer un programme européen en matière de migration centré sur l'humain et l'inclusivité

Les messages clés du CCRE

Pour un programme politique européen plus solide et plus efficace en matière de migration et d'inclusion, le CCRE demande:

1. **Renforcer le rôle des gouvernements locaux et régionaux.** Soutenir les collectivités locales et régionales (CLR) en renforçant leur rôle dans la gouvernance des migrations grâce à une coopération intergouvernementale accrue. Cela passe notamment par la mise en place d'un soutien financier solide, un renforcement ciblé des capacités et des partenariats consolidés entre les institutions de l'UE, les gouvernements nationaux et les municipalités. Une telle collaboration facilite l'élaboration et la mise en œuvre de politiques migratoires inclusives, adaptées de manière efficace aux besoins et aux réalités locales.
2. **Une approche de la politique migratoire centrée sur l'humain.** Le CCRE plaide en faveur d'une politique européenne équilibrée et durable en matière de migration et d'asile, qui respecte les droits de l'homme, garantit la clarté juridique et renforce les capacités des collectivités locales.
3. **Local dimension locale du pacte de l'UE sur les migrations et l'asile .** Le CCRE insiste pour que les collectivités territoriales soient systématiquement associées à la mise en œuvre des mesures clés prévues par le pacte de l'UE sur les migrations et l'asile. Leur rôle en matière d'accueil, d'intégration et de gestion des situations d'urgence doit être reconnu et s'appuyer sur des procédures claires, des informations en temps réel ainsi que des ressources financières et administratives suffisantes.
4. **Statut de protection temporaire (TPS) pour les Ukrainiens.** Plaider en faveur d'un soutien continu et coordonné au niveau de l'UE pour les bénéficiaires de la protection temporaire, en mettant l'accent sur l'intégration à long terme au-delà des mesures d'urgence. Cela inclut l'accès au logement, à l'emploi et aux services essentiels. Pour garantir des résultats efficaces et durables, une planification à long terme doit être mise en place avec la participation active des municipalités.
5. **Intégration sur le marché du travail.** Faciliter l'intégration des migrants sur le marché du travail grâce à la reconnaissance des compétences, à des politiques d'emploi ciblées et à des partenariats locaux avec les entreprises et la société civile.
6. **Garantir un financement européen à long terme en faveur de l'inclusion.** Insister sur la nécessité de préserver et de renforcer le financement européen dans le prochain cadre financier pluriannuel (CFP), notamment par le biais de l'AMIF et du FSE+, afin de permettre aux communes et aux régions de poursuivre la mise en œuvre de programmes d'intégration efficaces et innovants.

Empowering local actors:

Building a human-centred and inclusive EU migration agenda

June 2025

Contexte

Les migrations continuent de façonner la dynamique sociale, économique et territoriale de l'Europe. Les collectivités locales et régionales (CLR) sont en première ligne pour accueillir et intégrer les nouveaux arrivants, mais elles manquent souvent de soutien, de ressources et de reconnaissance officielle dans l'élaboration des politiques migratoires de l'UE.

Le CCRE appelle à une politique européenne en matière de migration et d'asile qui soit durable et centrée sur l'humain, et qui donne aux municipalités et aux régions les moyens d'agir et de refléter les réalités vécues par les personnes sur le terrain. Une politique européenne durable en matière de migration doit s'ancrer dans une approche centrée sur l'humain et territoriale, garantissant qu'elle reflète les expériences vécues par les personnes, protège les droits fondamentaux et s'appuie sur la capacité d'action des autorités locales.

Le pacte européen sur la migration et l'asile, la directive relative à la protection temporaire des Ukrainiens et l'intégration des migrants sur le marché du travail sont des domaines clés dans lesquels les collectivités locales et régionales doivent être responsabilisées.

Le pacte de l'UE sur la migration et l'asile

Les gouvernements locaux et régionaux jouent un rôle central dans la gestion des réalités multiples de la migration, mais elles sont souvent sous-estimées dans l'élaboration des politiques au niveau européen. Partout en Europe, les municipalités et les régions sont directement chargées de fournir des services essentiels qui constituent le pilier de l'accueil immédiat et de l'intégration à long terme. Il s'agit notamment de la mise à disposition d'hébergements d'urgence, de la formation linguistique et professionnelle, de l'accès aux soins de santé et à l'éducation, de l'aide au logement, du soutien psychosocial et de l'engagement communautaire visant à favoriser la cohésion sociale. Le pacte sur la migration et l'asile introduit des réformes de grande envergure visant à rationaliser et à harmoniser la gouvernance de la migration au sein de l'UE. Si son objectif général est de mettre en place un système plus coordonné et plus durable, son succès dépend en fin de compte de la participation effective et dotée de ressources suffisantes des collectivités territoriales, tant dans sa phase de conception que dans celle de sa mise en œuvre.

À l'heure actuelle, le pacte ne reconnaît pas suffisamment le rôle stratégique des gouvernements locaux et régionaux. Ceux-ci sont souvent considérés comme de simples exécutants plutôt que comme des partenaires de la gouvernance, malgré leur proximité avec les communautés locales et leur capacité à détecter les besoins émergents et à gérer l'intégration en tenant compte du contexte spécifique. En l'absence de mécanismes de consultation structurés, de cadres de financement prévisibles et de clarté juridique quant à leurs responsabilités, le risque de lacunes dans la mise en œuvre et de goulots d'étranglement au niveau local est important. Par exemple, dans des villes telles que Palerme, en Italie, ou Malines, en Belgique, les municipalités ont dû innover de manière indépendante en l'absence de soutien national coordonné, en développant des approches sur mesure pour les mineurs non accompagnés ou des programmes de dialogue interculturel. Ces initiatives démontrent la valeur ajoutée du leadership local, mais soulignent également la répartition inégale des ressources et des capacités entre les territoires.

Le Pacte introduit plusieurs dispositions qui posent des défis aux collectivités territoriales. L'extension des procédures d'asile accélérées et aux frontières exerce une pression sur les

Empowering local actors:

Building a human-centred and inclusive EU migration agenda

June 2025

municipalités pour qu'elles fournissent des services d'accueil dans des délais très courts, souvent dans des zones de transit ou frontalières dotées d'infrastructures limitées. Cela soulève des préoccupations opérationnelles et juridiques concernant les garanties procédurales et la capacité à offrir des conditions de vie dignes. De même, la complexité du mécanisme de solidarité et des critères de relocalisation risque de créer une incertitude au niveau local, alors qu'une clarté est nécessaire pour préparer l'hébergement, la fourniture de services et la préparation de la communauté.

Par ailleurs, la dimension extérieure du Pacte, à savoir les partenariats avec les pays tiers visant à gérer les retours et à s'attaquer aux causes profondes, a jusqu'à présent fait défaut d'une approche territoriale. Les collectivités territoriales sont rarement consultées lors de la conception de ces partenariats, bien qu'elles jouent un rôle essentiel pour garantir leur viabilité sur le terrain, notamment en matière d'engagement auprès de la diaspora, de coopération au développement local ou d'efforts de réintégration. Par exemple, certaines villes de l'UE ayant des liens migratoires étroits, comme Lisbonne avec l'Afrique lusophone, pourraient jouer un rôle essentiel dans le soutien à une coopération fondée sur les droits avec les pays d'origine, si elles étaient habilitées et impliquées.

La directive relative à la protection temporaire des Ukrainiens

La mise en œuvre par l'UE de la directive sur la protection temporaire (DPT) en faveur des réfugiés ukrainiens a constitué une décision historique, permettant à des millions de personnes déplacées d'accéder au logement, à l'éducation, aux soins de santé et à l'emploi. La DPT a démontré la capacité de l'UE à faire preuve de solidarité et à réagir rapidement face aux crises humanitaires. Cependant, alors que la situation s'éternise, le défi consiste désormais à passer d'une aide d'urgence à une intégration à long terme.

Les municipalités ont joué un rôle crucial dans la mise en œuvre de la directive, mais elles sont confrontées à des difficultés persistantes. La pénurie de logements reste un problème urgent, de nombreuses villes ayant du mal à fournir des logements adéquats et abordables. L'insalubrité des logements affecte non seulement la santé et le bien-être des réfugiés, mais exacerbe également les inégalités sociales, entraînant des conditions de vie et des opportunités inégales. Les conséquences pour les villes et les régions sont considérables : augmentation des coûts de santé, marginalisation croissante des groupes vulnérables et risques pour la cohésion économique, sociale et territoriale.

Compte tenu de ces défis, il est essentiel de mieux comprendre l'impact de la directive sur la protection des réfugiés (TPD) sur les territoires locaux. Les municipalités sont soumises à une pression croissante, car elles doivent concilier les besoins d'urgence à court terme et les stratégies d'intégration à long terme. Les répercussions sur les réfugiés, les communautés d'accueil et les infrastructures locales auront des conséquences à long terme ; il est donc indispensable de s'attaquer dès maintenant à ces problèmes afin de garantir un avenir plus solidaire et durable pour tous.

Par ailleurs, bien que les réfugiés ukrainiens aient obtenu l'accès à l'emploi, des obstacles bureaucratiques, tels que des réglementations floues, la lenteur des procédures d'obtention de permis et des démarches administratives, les barrières linguistiques et la non-reconnaissance des qualifications, ont entravé leur pleine participation au marché du travail.

Empowering local actors:

Building a human-centred and inclusive EU migration agenda

June 2025

Le statut de protection temporaire a été prolongé une nouvelle fois jusqu'au 4 mars 2026. L'UE doit collaborer étroitement avec les autorités locales et régionales afin d'élaborer des stratégies durables à long terme. Cela comprend :

- Élargir les options de logement grâce à un soutien financier et administratif.
- Améliorer l'accès à la formation professionnelle, aux cours de langue et à l'emploi.
- Assurer une clarté juridique et offrir des voies d'accès à la résidence permanente.
- Renforcer les partenariats avec les entreprises locales, les écoles et la société civile.

L'UE peut soutenir ces efforts en fournissant des ressources financières ciblées, en simplifiant les processus bureaucratiques et en offrant des conseils d'experts en matière de construction de logements, d'éducation et d'intégration sur le marché du travail. Si des interventions plus ambitieuses, telles que la mise en place d'un cadre juridique unifié à l'échelle de l'UE pour l'intégration des réfugiés ou l'engagement direct dans le développement local du logement, peuvent présenter des défis, elles restent essentielles en tant qu'objectifs politiques à long terme. Le renforcement des partenariats entre les autorités locales, les entreprises et les établissements d'enseignement est également essentiel pour favoriser l'intégration économique et sociale. L'UE peut faciliter cela en finançant des projets intersectoriels, en encourageant l'échange de connaissances et en élaborant des politiques qui favorisent la collaboration entre les acteurs publics, privés et de la société civile.

L'insertion des personnes migrantes sur le marché du travail

L'intégration économique des migrants est essentielle tant pour les communautés d'accueil que pour les nouveaux arrivants. Les migrants contribuent aux économies locales de diverses manières. Cependant, leur intégration sur le marché du travail reste un défi, en raison d'obstacles tels que la complexité des procédures administratives, l'inadéquation des compétences, la discrimination et l'accès limité aux programmes de formation et d'apprentissage linguistique. Les obstacles bureaucratiques peuvent confiner les migrants à des emplois informels ou précaires, tandis que l'inadéquation des qualifications conduit souvent au sous-emploi. La discrimination, fondée sur l'origine ethnique ou la nationalité, limite encore davantage les possibilités d'évolution de carrière. Par exemple, même des migrants qualifiés peuvent avoir du mal à trouver un emploi en raison de préjugés. De plus, l'accès limité aux programmes linguistiques et de formation entrave leur capacité à améliorer leur employabilité. Ces défis peuvent conduire à la pauvreté, à l'exclusion sociale et à la dépendance vis-à-vis de l'aide sociale, privant ainsi tant les migrants que les communautés d'accueil de bénéfices économiques potentiels.

Les collectivités locales, en raison de leurs liens étroits avec les communautés, les institutions et les employeurs, sont particulièrement bien placées pour relever les défis liés à l'emploi des migrants. Elles ont une connaissance approfondie du marché du travail local, notamment de la demande de compétences spécifiques, des lacunes et des inadéquations en matière d'opportunités d'emploi. En tirant parti de ces connaissances, les collectivités locales peuvent concevoir des initiatives ciblées qui mettent en adéquation les compétences des migrants avec les besoins locaux. Par exemple, des municipalités comme Hambourg ont mis en place des programmes de formation professionnelle destinés aux populations migrantes, tandis que d'autres, comme Barcelone, ont lancé des dispositifs de reconnaissance des compétences qui aident les migrants à obtenir une reconnaissance officielle de leurs qualifications étrangères. De plus, des partenariats avec le secteur privé peuvent créer des

Empowering local actors:

Building a human-centred and inclusive EU migration agenda

June 2025

passerelles directes vers l'emploi. Cependant, ces efforts se heurtent souvent à des obstacles, notamment des barrières linguistiques qui empêchent les migrants d'accéder à ces opportunités. Pour surmonter ces obstacles, les collectivités locales doivent veiller à ce que les initiatives soient financées de manière adéquate et étendues afin de répondre à la demande croissante. Ce n'est que grâce à un investissement soutenu et à une collaboration avec les entreprises locales que ces programmes pourront s'attaquer efficacement aux obstacles auxquels les migrants sont confrontés sur le marché du travail.

La reconnaissance des diplômes étrangers constitue un enjeu majeur, car elle empêche souvent les migrants qualifiés d'exercer leur métier. L'UE devrait simplifier et harmoniser les procédures de reconnaissance des diplômes afin de permettre aux migrants de contribuer efficacement aux économies locales. Par ailleurs, il convient d'aider les municipalités à mettre en place des pôles d'entrepreneuriat et des pépinières d'entreprises qui fournissent aux migrants les ressources et la formation nécessaires pour créer leur propre entreprise. Il est également essentiel de renforcer la coopération avec le secteur privé afin de promouvoir des pratiques d'embauche inclusives et de créer ainsi des parcours professionnels durables.

Soutenir l'inclusion grâce au cadre financier pluriannuel de l'UE

La prochaine révision du cadre financier pluriannuel (CFP) de l'UE offre une occasion cruciale de garantir le maintien du soutien aux politiques d'inclusion au niveau local. Les fonds européens, tels que le Fonds pour l'asile, la migration et l'intégration (FAMI) et le Fonds social européen Plus (FSE+), ont joué un rôle déterminant dans le soutien apporté aux villes et aux régions dans leurs efforts pour accueillir et intégrer les migrants.

Le projet suédois Etableringslyftet, une initiative collaborative entre le Service public de l'emploi et les municipalités d'Upplands Väsby, Sollentuna et Sigtuna, en est un exemple. Initialement cofinancé par l'AMIF et désormais par l'ESF+, ce projet aide les migrants récemment arrivés à acquérir les compétences et les qualifications nécessaires pour intégrer le marché du travail. Il a démontré comment des initiatives ciblées, menées au niveau local et soutenues par des fonds européens, peuvent améliorer de manière significative les perspectives d'emploi des migrants.

Alors que l'UE se prépare pour le prochain cycle du CFP, il est essentiel de préserver et de renforcer le financement des actions inclusives. Les collectivités locales doivent continuer à avoir accès à des ressources leur permettant de mener des programmes complets tels qu'Etableringslyftet. La simplification des procédures de candidature, la garantie de taux de cofinancement flexibles et l'encouragement des partenariats avec la société civile et les institutions nationales renforceront encore l'impact des projets financés par l'UE sur le terrain.

Renforcer la gouvernance multi-niveau en matière de migration

Une stratégie globale et efficace en matière de migration nécessite une collaboration à tous les niveaux de gouvernance. Si les institutions de l'UE et les gouvernements nationaux définissent les cadres juridiques et politiques, ce sont les municipalités et les régions qui les mettent en œuvre sur le terrain. Or, leur rôle est souvent négligé dans l'élaboration des politiques, ce qui entraîne un décalage entre la législation et les réalités locales.

L'absence de dialogue structuré entre les institutions locales, nationales et européennes sur la gouvernance des migrations entrave la mise en œuvre efficace des politiques. De plus, la fragmentation des mécanismes de financement rend difficile l'accès des municipalités aux ressources de l'UE, les privant ainsi du soutien financier nécessaire pour fournir des services essentiels. Par ailleurs, la coopération transfrontalière en matière de gestion des migrations reste limitée, ce qui empêche des réponses coordonnées aux défis communs.

Pour remédier à ces problèmes, l'UE doit mettre en place des mécanismes formels associant les collectivités locales et régionales à l'élaboration des politiques migratoires. Les flux de financement directs destinés aux municipalités gérant d'importantes populations de migrants devraient être élargis, afin de garantir une distribution efficace des ressources vers les zones qui en ont le plus besoin. Par ailleurs, les initiatives de coopération transfrontalière devraient être renforcées, permettant ainsi aux villes et aux régions de partager leurs bonnes pratiques et de coordonner plus efficacement leurs réponses en matière de migration.

Empowering local actors:

Building a human-centred and inclusive EU migration agenda

June 2025



Contact

Annelies Coessens

Officer – Equality and migration

Square de Meeûs 1, 1000 Brussels

+ 32 470 88 33 42

annelies.coessens@ccre-cemr.org